LE CINQ JUIN DEUX MIL VINGT ONT ÉTÉ CONVOQUÉS MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS MUNICIPAUX EN VUE DE LA RÉUNION QUI DEVAIT AVOIR LIEU LE ONZE JUIN DEUX MIL VINGT.

SÉANCE DU 11 JUIN 2020

LE ONZE JUIN DEUX MIL VINGT, VINGT HEURES, LE CONSEIL MUNICIPAL, LÉGALEMENT CONVOQUÉ S'EST RÉUNI À LA SALLE DES FETES DE QUINCAMPOIX SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR ÉRIC HERBET, MAIRE.

ETAIENT PRESENTS : MM HERBET Eric, FAKIR Valérie, ROLLINI André, LOPEZ Valérie, DURAN Francis, MAMIER Nadège, LECLERC Régis, LEBRET Fanny, CASSIAU Pascal, BLANCHET Florence, FOLLET Rémi, CALLEWAERT Véronique, BOUREL François, HOLLVILLE Frédérique, BURGAN Jean-Luc, DESOUBRY Sandrine (arrivée à 20 heures 49), MINCKWITZ Jean-Paul, METAIS Emilie, ROUAS Charles, BOQUEN Erick, LEROY-TESTU Gladys, PETIT Nicolas, SIBBILLE Baptiste

ABSENTS EXCUSES : BURGAN Jean-Luc,

POUVOIR : Monsieur BURGAN donne pouvoir à Madame LOPEZ

Constat est fait que les conditions de quorum sont remplies.

Madame Nadège MAMIER est nommée secrétaire de séance.

1. DECISION DU HUIS CLOS

Monsieur le Maire indique que dans des conditions conformes aux règles sanitaires en vigueur, le maire peut, en amont de la réunion de Conseil :

- décider dès la convocation que la séance se tiendra sans public, avec retransmission par tous moyens des débats en direct ;
- décider dès la convocation que la séance se tiendra en présence du public, quoiqu'en nombre limité ; dans ce cas, il n'y a pas besoin d'organiser une retransmission en direct des débats ;
- réunir le conseil municipal dans les conditions de droit commun avec éventuellement, si cela est justifié, possibilité de décider du huis-clos dans les conditions fixées par l'article L.2121-18 du CGCT.

Comme les membres du Conseil Municipal ont pu le constater sur la convocation, il rappelle qu'il avait décidé du huis-clos, et demande à l'assemblée de se prononcer à main levée sur ce dernier.

A l'interrogation de Monsieur SIBBILLE sur les délais de convocation, Monsieur le Maire précise que ceux-ci sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur et que dans la mesure du

possible, ils sont allongés afin de permettre aux membres du conseil de prendre convenablement connaissance des dossiers soumis à délibération.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, entérine la décision d'huis-clos pour cette séance.

2. PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 26/05/2020

Aucune remarque n'étant formulée, le procès-verbal de la réunion du 26 mai 2020 est adopté.

3. DIVERS POUR INFORMATION

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'arrêté de délégation à Mesdames et Messieurs les Adjoints ainsi que l'arrêté de délégation à Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux délégués.

4. REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Toutefois, depuis la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et la modification des modalités de l'élection des conseils municipaux dans les communes de plus de 1000 habitants, la présence au sein de l'assemblée de membres d'une liste d'opposition, comme anciennement dans les communes de plus de 3500 habitants, s'avère courante.

L'article L. 2121-8 du code général des collectivités territoriales précise donc que dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Monsieur BOQUEN s'interroge sur la composition des commissions et notamment le nombre de commissaires attribués à l'opposition. Monsieur le Maire rappelle que le règlement intérieur soumis à délibération est conforme, dans la lettre et dans l'esprit, aux dispositions en vigueur concernant notamment la représentation proportionnelle des membres de l'opposition. Il rappelle que les commissions demeurent des instances de travail consultatives, nourries du travail des membres qui y participent régulièrement et de façon constructive. Le mode de calcul retenu, tel que précisé au règlement intérieur, permet cette représentation proportionnelle alors que s'il devait être fait application d'autres modalités de répartition, les 4 membres de l'opposition (sur les 23 membres du conseil municipal), ne bénéficieraient pas systématiquement d'une représentation. S'interrogeant également cette répartition, Monsieur PETIT formule le souhait d'une désignation de « suppléant ».

Monsieur le Maire précise que chaque commission dispose d'un nombre déjà conséquent de commissaires et que chaque groupe du conseil municipal se voit ainsi représenté. Il rappelle également que l'assiduité des membres est une des conditions d'un travail constructif et espère que les membres désignés sauront trouver la disponibilité nécessaire à un investissement réussi. Il souligne enfin les facilités accordées à chaque président dans l'animation des commissions et se félicite des travaux ainsi menés dans le passé.

Après en avoir délibéré et débattu le conseil municipal, à la majorité, 19 pour, 4 contre,

1° adopte le projet de règlement,

2° dit que ce dernier s'applique immédiatement.

5. ELECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS

Monsieur le Maire expose :

L'article L. 2121-22 CGCT dispose que le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Il propose pour respecter le principe de la représentation proportionnelle permettant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, d'élire à la proportionnelle au plus fort reste les membres des commissions permanentes ci-dessous définies :

Aux interrogations de Monsieur PETIT, Monsieur le Maire précise que les commissions organisent leurs travaux comme elles le souhaitent et que les présidents respectifs sont chargés notamment d'en assurer la continuité. Pour cela, il peut s'avérer nécessaire, lors des premiers temps d'échange, de retracer des historiques de dossiers et des états des lieux. Les travaux des commissions s'insérant dans ceux du conseil, il lui paraît évident que ceux-ci sont portés par les projets de la municipalité.

L'assemblée accepte ce principe et les résultats des votes sont les suivants :

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition

Finances-budget	9 membres	Francis DURAN, Véronique CALLEWAERT, Charles ROUAS, Fanny LEBRET, Remi FOLLET, Frédérique HOLLVILLE, Sandrine DESOUBRY, Pascal CASSIAU	Erick BOQUEN
-----------------	-----------	--	--------------

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Voirie, Eclairage public, Assainissement pluvial, cavités souterraines	9 membres	André ROLLINI, Jean-Luc BURGAN, Régis LECLERC, Jean-Paul MINCKWITZ, François BOUREL, Sandrine DESOUBRY, Charles ROUAS, Valérie FAKIR	Erick BOQUEN

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Zone d'Aménagement concerté et Urbanisme	9 membres	Francis DURAN, Régis LECLERC, Valérie FAKIR, Florence BLANCHET, André ROLLINI, Frédérique HOLLVILLE, Jean-Paul MINCKWITZ, Pascal CASSIAU	Baptiste SIBBILLE

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Communication - Information	9 membres	Valérie LOPEZ, Jean-Luc BURGAN, Frédérique HOLLVILLE, Fanny LEBRET, Pascal CASSIAU, Emilie METAIS, Francis DURAN, Jean-Paul MINCKWITZ	Nicolas PETIT

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Jeunesse, scolaire, péri-scolaire, extra-scolaire, culture	9 membres	Valérie LOPEZ, Jean-Luc BURGAN, Frédérique HOLLVILLE, Fanny LEBRET, Rémi FOLLET, Charles ROUAS, Nadège MAMIER, Francis DURAN	Nicolas PETIT

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Vie associative - Animations	9 membres	Fanny LEBRET, Valérie LOPEZ, Jean-Paul MINCKWITZ, Pascal CASSIAU, Frédérique HOLLVILLE, Emilie METAIS, François BOUREL, Florence BLANCHET	Nicola PETIT

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Bâtiments communaux, terrains de sport, cimetières	9 membres	Régis LECLERC, Charles ROUAS, Rémi FOLLET, Frédérique HOLLVILLE, François BOUREL, Valérie LOPEZ, Sandrine DESOUBRY, Valérie FAKIR	Gladys LEROY-TESTU

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Affaires sociales et solidarités	9 membres	Valérie FAKIR, Florence BLANCHET, Véronique CALLEWAERT, Valérie LOPEZ, Nadège MAMIER, Régis LECLERC, Rémi FOLLET, Fanny LEBRET	Baptiste SIBBILLE

Commission	nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Développement durable	9 membres	Pascal CASSIAU, Nadège MAMIER, Véronique CALLEWAERT, Jean-Luc BURGAN, Fanny LEBRET, Charles ROUAS, Emilie METAIS, André ROLLINI	Baptiste SIBBILLE

6. COMMISSION DE CONTROLE DES LISTES ELECTORALES

La loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, entrée en vigueur le 1er janvier 2019, réforme intégralement les modalités de gestion des listes électorales et crée un répertoire électoral unique et permanent (REU) dont la tenue est confiée à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

La loi du 1er août 2016 transfère par ailleurs aux maires, en lieu et place des commissions administratives, la compétence pour statuer sur les demandes d'inscription et sur les radiations des électeurs.

Leurs décisions sont contrôlées a posteriori par les commissions de contrôle chargées de statuer sur les recours administratifs préalables obligatoires (RAPO), formés par les électeurs concernés contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation du maire, et de veiller sur la régularité des listes électorales.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et au règlement intérieur du conseil municipal, dans les communes de 1000 habitants et plus, la commission de contrôle est composée de cinq conseillers municipaux, répartis comme suit :

- trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ;
- deux autres conseillers municipaux pour la désignation desquels il faut distinguer deux situations :

Si deux listes seulement ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, les deux conseillers municipaux appartiennent à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission de contrôle.

Les évolutions des affiliations politiques en cours de mandat n'ont pas d'impact sur l'ordre du tableau du conseil municipal, ni sur la désignation des membres de la commission de contrôle ou sa composition.

Par conséquent : les membres pour la commune de QUINCAMPOIX seront :

Pour la liste majoritaire

- M. BURGAN Jean-Luc
- M. MINCKWITZ Jean-Paul
- Mme CALLEWAERT Véronique

Pour la liste d'opposition

- M. BOQUEN Erick
- Mme LEROY-TESTU Gladys

Cette nomination sera faite par le Préfet et non votée en Conseil Municipal ; en cas de refus, le poste sera proposé par liste aux conseillers suivants.

Le conseil municipal prend acte de ces éléments.

7. ELECTION DES MEMBRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

Monsieur le Maire rappelle que le conseil d'administration du CCAS est présidé par le Maire de la commune et comprend en nombre égal, au maximum 8 membres élus au sein du conseil municipal et 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune.

Il rappelle par ailleurs que si, en vertu de l'article R. 123-7 du Code de l'action sociale et des familles, il appartient au Conseil municipal de fixer par délibération le nombre des membres du conseil d'administration, il convient de rapprocher cette mention de celle de l'article L. 123-6 du même code qui prescrit qu'« *au nombre des membres nommés doivent figurer un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'union départementale des associations familiales, un représentant des associations de retraités et de personnes âgées du département et un représentant des associations de personnes handicapées du département* ».

Ainsi, les membres élus et les membres nommés au sein du conseil d'administration devant être en nombre égal, le conseil municipal doit élire, au minimum, 4 de ses membres comme membres du conseil d'administration du CCAS.

En outre, l'article 11 du règlement intérieur, qui vient d'être adopté, dispose que le conseil municipal désignera 8 membres à la proportionnelle au plus fort reste soit 7 pour la majorité et 1 pour l'opposition selon le principe retenu à l'article 7 dudit règlement.

Il propose pour respecter les principes ci-dessus évoqués, d'élire à la proportionnelle au plus fort reste les membres du Centre Communal d'Action sociale au nombre de 8.

L'assemblée accepte ce principe et les résultats du vote sont les suivants :

nombre de membres total	Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
8 membres	Valérie FAKIR, Florence BLANCHET, Nadège MAMIER, Jean-Luc BURGAN, Sandrine DESOUBRY, Véronique CALLEWAERT, Frédérique HOLLVILLE	Baptiste SIBBILLE

8. ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Monsieur le Maire indique que le Code de la commande publique prévoit que pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux, sont constituées une ou plusieurs commissions d'appel d'offres à caractère permanent. Une commission spécifique peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé. Conformément à l'article 10 du règlement intérieur, il est procédé à la désignation des membres du CAO, à savoir 3 membres titulaires et 3 membres suppléants.

	NOMBRE DE MEMBRES TOTAL	NOMBRE DE MEMBRES DE LA MAJORITE	NOMBRE DE MEMBRES DE L'OPPOSITION
Président	Monsieur le Maire		
Titulaires	3 membres	2 membres	1 membre
Suppléants	3 membres	2 membres	1 membre

Les résultats du vote sont donc les suivants :

Nombre de membres de la majorité	Nombre de membres de l'opposition
Titulaires : Régis LECLERC, Charles ROUAS Suppléants : Emilie METAIS, Nadège MAMIER	Titulaire : Erick BOQUEN Suppléant : Nicolas PETIT

9. DESIGNATION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

Conformément à l'article 33 du règlement intérieur, il est procédé à la désignation des délégués dans les organismes extérieurs. Cette désignation est faite à la majorité absolue :

Monsieur le Maire indique qu'il convient de procéder à l'élection des délégués comme précisé dans le tableau ci-dessous :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
SIAEPA de MONTVILLE	2	2
SDE CLE DES PORTES NORD OUEST	1	1
SYNDICAT DES BIENS COMMUNAUX DE LA MUETTE	2	2
AIPA	1 membre + 1 membre du CCAS nommé au chapitre 3	

Interrogé sur la composition des délégations aux organismes extérieurs, Monsieur le Maire rappelle l'importance pour la municipalité de voir se prolonger ses orientations dans ces organismes et tout l'intérêt qu'il peut y avoir de désigner des membres investis, disponibles et compétents selon les thématiques traitées.

Il rappelle que cette désignation se fait à la majorité absolue et présente à l'assemblée qui l'adopte à la majorité les candidatures suivantes :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
SIAEPA de MONTVILLE	Eric HERBET, André ROLLINI	Régis LECLERC Valérie FAKIR
SDE CLE DES PORTES NORD OUEST	Eric HERBET	André ROLLINI
SYNDICAT DES BIENS COMMUNAUX DE LA MUETTE	Eric HERBET, Régis LECLERC	Jean-Luc BURGAN Rémi FOLLET
AIPA	Valerie FAKIR, Nadège MAMIER (membre du CCAS)	

10. DELEGATION PERMANENTE DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Monsieur le Maire rappelle que les dispositions de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale, il sollicite les membres du conseil municipal, pour la durée du présent mandat, pour que lui soient confiées les délégations suivantes :

1° arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° procéder, dans les limites de 750 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

17° régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 4000 € ;

18° donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 250 000 € ;

21° exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27° procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Il précise que les décisions prises par lui dans ce cadre en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Les décisions prises en application de celles-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales.

En outre il indique que le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal et que celui-ci peut toujours mettre fin à la délégation.

Le conseil municipal est invité à adopter les délégations au Maire comme susvisées.

Après en avoir délibéré, à la majorité (19 pour, 3 contre) le conseil municipal accorde à Monsieur le Maire l'ensemble des délégations prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT tel que rappelé ci-dessus.

11. INDEMNITES DE FONCTIONS

Il est rappelé à l'assemblée que le Maire et les adjoints, ainsi qu'éventuellement les conseillers municipaux délégués ont la faculté de percevoir des indemnités définies notamment par le Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose donc d'examiner et de débattre sur les conditions d'octroi de ces indemnités.

Après en avoir délibéré :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil municipal en date du 26 mai 2020 constatant l'élection du maire et de 5 adjoints,

Vu l'arrêté municipal n° 049 en date du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions à Mesdames et Messieurs les adjoints,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour la commune, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 51,6% et que le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 19,8%,

Considérant le souhait de Monsieur le Maire de compléter l'équipe exécutive par deux conseillers municipaux délégués, et que ceux-ci ont vocation à percevoir des indemnités, avec pour seule limite toutefois le respect du montant global de l'enveloppe destinée à l'indemnisation des élus, toutes qualités confondues,

Le conseil municipal, à la majorité absolue (19 pour, 4 abstentions) décide :

- **de fixer, avec effet au 27 mai 2020, le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et conseillers municipaux délégués dans les conditions suivantes :**

REPARTITION DES INDEMNITES		
	base	POURCENTAGE INDICE TERMINAL
Maire	3 889,40 €	49,45%
Adjoint 1	3 889,40 €	17,85%
Adjoint 2	3 889,40 €	17,85%
Adjoint 3	3 889,40 €	17,85%
Adjoint 4	3 889,40 €	17,85%
Adjoint 5	3 889,40 €	17,85%
CMD 1	3 889,40 €	5,95%
CMD 2	3 889,40 €	5,95%

- **d'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.**

12. MODIFICATION DU RIFSEEP

Monsieur le Maire expose :

L'embauche du nouveau Directeur général des services implique un ajustement des conditions de versement de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et de l'engagement professionnel, dit RIFSEEP, applicable à sa filière et à sa catégorie d'emploi.

Il indique que l'assemblée a délibéré par le passé concernant ces éléments, et qu'il convient néanmoins revoir ces derniers.

Il rappelle que chaque membre de l'assemblée a reçu dans le même temps que la convocation à cette séance, ses propositions en la matière, s'assure de la bonne réception et donne lecture des dernières, ci annexées.

Il propose donc au conseil municipal :

1. de réviser le régime indemnitaire à compter du 1^{er} juin 2020 pour le corps d'emploi des attachés territoriaux tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel versé selon les modalités définies dans les documents annexés ;
2. d'autoriser Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des composantes de cette prime, dans le respect des principes définis ci-dessus ;
3. de prévoir et inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de cette prime ;
4. d'abroger les délibérations antérieures déterminant les modalités d'octroi de la RIFSEEP pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (19 pour, 4 contre) :

- 1. approuve la révision du régime indemnitaire à compter du 1^{er} juin 2020 pour le corps d'emploi des attachés territoriaux tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel versé selon les modalités définies en annexe ;**
- 2. autorise Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des composantes de cette prime, dans le respect des principes définis ci-dessus ;**
- 3. s'engage à prévoir et inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de cette prime ;**
- 4. abroge les délibérations antérieures déterminant les modalités d'octroi de la RIFSEEP pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux.**

13. SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DE LA SEINE-MARITIME – TRAVAUX 2020

Monsieur le Maire présente les projets préparés par le SDE76 pour :

- l'affaire EFF + EP – 20198 - 0 – 76517 – M2841 désignée « Rue du sud » dont le montant prévisionnel s'élève à 204 204,00€ T.T.C. et pour lequel la commune participera à hauteur de 80 757,00 € T.T.C.

Il est proposé à l'assemblée

1. d'adopter les projets cités ci-dessus ;
2. de dire que les dépenses d'investissement correspondantes sont inscrites au budget communal de l'année 2020 pour un montant de 80 757,00€ à la charge de la commune ;
3. de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible ;
4. d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ces projets, notamment les conventions correspondantes à intervenir ultérieurement.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- 1. adopte les projets cités ci-dessus ;**
- 2. dit que les dépenses d'investissement correspondantes sont inscrites au budget communal de l'année 2020 pour un montant de 80 757,00€ à la charge de la commune ;**

3. **demande au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible ;**
4. **autorise Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ces projets, notamment les conventions correspondantes à intervenir ultérieurement.**

14. SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DE LA SEINE-MARITIME – CONVENTION FINANCIERE

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Syndicat départemental d'énergie de Seine-Maritime (SDE76) a été saisi d'une demande d'extension du réseau de distribution publique d'électricité dans le cadre des travaux Salle Jacques Anquetil. L'opération consiste en un raccordement électrique en tarif jaune.

Pour ce faire, la Commune est susceptible de passer une convention financière avec le SDE76, convention ci-annexée. La participation financière de la Commune s'établira à 183,15 € pour un montant prévisionnel total de contribution à l'extension des réseaux de 3 663,00 euros, hors taxes. Le SDE76, maître d'ouvrage, prendra en charge la différence entre le montant réel des travaux TTC et la participation HT de la Commune.

Les ouvrages électriques seront propriété du SDE76 et seront remis à ENEDIS dans le cadre du protocole de Valorisation des Remises Gratuites (VRG) pour faire partie du domaine concédé.

Le conseil municipal est invité à prendre connaissance et approuver ladite convention, à autoriser Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tout acte afférent au dossier susvisé et à inscrire la dépense au budget communal pour l'année 2020.

A l'unanimité, le conseil municipal décide :

1. **d'approuver la convention à intervenir annexée à la présente ;**
2. **d'autorise monsieur à la signer ainsi que tout acte afférent ;**
3. **d'inscrire la dépense correspondant au budget communal pour l'année 2020.**

La séance est levée à 22 heures 10.